Market News

Etudes Economiques & Stratégie

08/06/2020 08:40

Dopé par les chiffres de l'emploi !

Marchés Financiers

BOURSE AMERICAINE : Difficile de ne pas imaginer une forte hausse des indices boursiers américains après la publication surprise de 2,5 millions de créations d'emplois au mois de mai par le *BLS*, contre une perte de près 8 millions d'emplois attendue. Les inscriptions et indemnisation au chômage ou les chiffres d'ADP militaient pour encore d'importantes destructions d'emplois. Certes, le *BLS* est prudent sur cette estimation, notamment du fait de changement méthodologique entre avril et mai dans la comptabilisation de l'emploi et la baisse du taux de chômage, à 13,3% contre 17,9% attendu, est aussi à prendre avec précaution (cf. ci-dessous). Mais M Trump ou les investisseurs ne sont pas entrés dans les détails de cette statistique et anticipent déjà une forte reprise de l'économie américaine, un scénario en « V », avec des politiques budgétaire et monétaire ultra-accommodantes. Le Nasdaq Composite a retrouvé, vendredi en séance, un plus haut historique, battant son record de février dernier. Avec une hausse de 2,1% en clôture, à 9 814 (+ 198 points), l'indice a totalement oublié le « choc » provoqué par la pandémie. L'indice S&P 500 a aussi ouvert en forte hausse, à 3 164 points, et évolué durant toute la séance, sans grande volatilité, autour de 3 200 points, pour clôturer à 3 194 (+ 82 points), en hausse de 2,6%. Enfin, l'indice Dow Jones a gagné 3,2%, à 27 111 (+ 829 points). Le VIX a reculé de 5,0% à 24,52. Le S&P 500 n'affiche plus qu'un repli de moins de 1% par rapport au début de l'année, alors qu'il était en baisse de 32% fin mars. L'indice-phare de la bourse de New-York est à 5,7% de son plus haut historique et le Dow Jones à 8% environ. Sur la semaine, le Dow Jones s'est apprécié de 6,8%, le Nasdaq Composite de 3,4% et le S&P 500 de 4,9%.

VALEURS : Les compagnies aériennes ont bénéficié de l'optimisme des investisseurs sur la réouverture de l'économie américaine, tout comme les croisiéristes comme Royal Carribean (+ 20,4%) ou Carnival (+ 16,4%). Boeing a bondi de 11,5% grâce à l'anticipation d'une accélération prochaine du trafic aérien, American Airlines (+ 11,2%) et United Airlines (+ 8,5%) ayant annoncé qu'elles vont augmenter le nombre de leurs vols aux Etats-Unis en juillet. Les valeurs bancaires, qui pourraient profiter d'un rebond plus rapide que prévu de l'activité économique et de l'emploi, étaient aussi en forte hausse : JP Morgan Chase a gagné 4,5%, Citigroup 5,7%, Bank of America 5% ou Wells Fargo 4,8%. Par ailleurs, Broadcom (+ 2,7%) a publié des résultats conformes aux attentes, même si la prévision de chiffre d'affaires pour le trimestre en cours a été jugée décevante par certains analystes. La société a évoqué le retard dans le cycle de développement d'un important client nord-américain, vraisemblablement Apple selon des analystes. Mais six analystes ont revu à la hausse leur objectif de cours après cette publication. La chaîne de magasin Gap (+ 1,4%) a indiqué avoir essuyé une perte nette de 2,51 $ par action au titre de son premier trimestre comptable, à comparer à des EPS de 60 cents un an auparavant et une perte de 50 cents attendue. La chaine de vêtements a affiché une perte opérationnelle de 1,2 Md $, avec une marge brute en déclin à 12,7% et un chiffre d'affaires en chute de 43%. S'attendant toutefois à ce que la grande majorité de ses magasins soient réouverts en juin, sa CEO Sonia Syngal estime que « les actions prises par le groupe lui apporteront une fondation stable alors qu'il navigue dans l'incertitude à court terme ». Slack Technologies (- 14,2%) a annoncé une moindre croissance de son chiffre d'affaires au premier trimestre, alors que les analystes prévoyaient au contraire une accélération. La société a en outre retiré ses prévisions de chiffre d'affaires pour l'exercice 2021. Twitter (+ 3,4%) a désactivé une vidéo en hommage à George Floyd publiée sur le compte de campagne du président américain Donald Trump, citant une plainte relative aux droits d'auteur. Novavax (+ 3,7%) a annoncé qu'il recevra jusqu'à 60 millions $ du Pentagone pour financer la mise au point d'un vaccin contre le coronavirus. Tiffany a gagné 6,5% après les informations de Reuters selon lesquelles LVMH renonçait à renégocier l'offre d'achat du joaillier américain annoncée en novembre, d'un montant de 16,2 Mds $.

BOURSES AMERIQUE LATINE : Le rapport mensuel sur le marché du travail américain, et ses 2,5 mlns d'emplois créés en mai selon le *BLS*, a conforté l'optimisme des investisseurs sur un rebond rapide de l'activité économique dans les grandes économies développées -et donc de l'activité économique mondiale-, grâce à l'allègement général des mesures prises pour freiner la propagation de la pandémie de Covid-19. Les principaux indices boursiers latino-américain ont ainsi confirmé, vendredi, leur très bon début du mois de juin. L'iBovespa (+ 0,9%) a enchaîné une sixième séance consécutive de hausse, pour finir la semaine sur un plus haut de trois mois. Le secteur de l'énergie a bénéficié du rebond des cours du pétrole, alors que les compagnies aériennes ont poursuivi leur rebond, portées par les annonces de reprises des vols de plusieurs compagnies dans le monde. Azul a ainsi gagné 10,9% et Gol 9,7%. En revanche, Les géants de l'agroalimentaire (Marfrig – 3,6%, BRF – 3,2% ou JBS – 2,4%) ont pesé, ainsi que Suzano (- 3,9%) ou Bradespar (- 2,4%), qui ont entraîné le secteur des ressources de base dans le rouge. La bourse de Bogota (+ 4,4% vendredi) a également enchaîné six séances consécutives de hausse. L'IPSA a terminé en hausse de 3,8% et l'indice général de la bourse de Lima de 3,7%. Le Merval (+ 3,3%) et l'IPC (+ 2,8%) ont renoué avec la hausse après avoir subi des prises de bénéfices la veille. Sur l'ensemble de la première semaine du mois de juin, les grands indices de la région ont tous progressé. Le Merval (+ 19,3%) a enregistré sa plus forte hausse hebdomadaire depuis novembre 2008) ; la bourse de Bogota a gagné 12,3% ; l'indice général de la bourse de Lima et l'IPSA 10,6% ; l'iBovespa a progressé de 8,3% et l'IPC de 7,8%.

BOURSES ASIATIQUES : Dans le sillage de Wall-Street et des chiffres de l'emploi américain, les principaux marchés boursiers de la région Asie-Pacifique sont en hausse ce matin. La bourse de Tokyo poursuit sa progression malgré des données économiques domestiques mitigées, mais qui traduisent surtout l'impact de la pandémie pour l'économie japonaise. La baisse du PIB japonais au premier trimestre a été révisée à 0,6%, contre - 0,9% lors de la première estimation, il y a trois semaines. Le Japon confirme sont entrée en récession. Cependant les investisseurs regardent plutôt vers l'avenir, espérant désormais que la chute du PIB nippon au deuxième trimestre sera moins brutale que prévu. Presque tous les grands secteurs du Nikkei 225 ont terminé dans le vert, notamment les groupes pétro-gaziers, les valeurs financières et les nouvelles technologies. L'indice Nikkei 225 a progressé de 1,3%. La monnaie japonaise remonte légèrement face au dollar. Un peu avant la fin des séances à Hong-Kong et sur le continent chinois, les bourses chinoises sont aussi dans le vert, avec des hausses de 0,2% pour le Hang-Seng comme pour l'indice composite de la bourse de Shanghai. Pour sa part, le Kospi sud-coréen était quasiment stable. La bourse de Sydney était fermée aujourd'hui. Les cours du pétrole sont dans le vert, ce matin en Asie. Le WTI gagne 1,1% mais il reste très volatile à court terme. A l'ouverture des marchés asiatiques, il perdait 0,6%. Samedi, les membres de l'OPEP+ ont prolongé d'un mois leur réduction historique de production à laquelle ils s'astreignent depuis le 1er mai. Cette décision était largement attendu mais certains intervenant espéraient une prolongation de 3 mois, voire jusqu'à la fin de l'année pour les plus optimistes. Les investisseurs pourraient prendre « leur bénéfice » sur le pétrole cette semaine. Les futures américains sont dans le vert (+ 0,2% pour le S&P 500) soutenus par l'espoir d'un discours ultra-accommodant du Fed cette semaine.

CHANGES & OBLIGATAIRE : Sur le marché des changes, l'euro s'est déprécié, vendredi, face au billet vert : à la clôture de Wall-Street, la devise européenne perdait 0,4% par rapport à la veille, à 1,1294 $ après être monté plus tôt dans la journée jusqu'à 1,1385 $, un niveau plus vu depuis la mi-mars. Le dollar s'est nettement redressé après la parution du rapport mensuel sur le marché du travail montrant que l'économie américaine a créé 2,5 millions d'emplois en mai. Cette réaction du dollar est atypique. Depuis l'épidémie, le dollar est un indicateur de la perception des risques sur l'économie mondiale par les investisseurs. Ainsi, une « bonne nouvelle » économique induisait un repli de cette « devise refuge ». Mais, vendredi, les cambistes ont préféré miser sur le redressement rapide de l'économie américaine et sa solidité face au Covid-19 plutôt que prendre plus de risque sur les devises plus fragile, comme l'euro. Le dollar est aussi monté face au yen. Le marché obligataire a aussi réagi vivement au rapport sur l'emploi : le taux américain à 10 ans a bondi à 0,8835%, contre 0,8234% jeudi soir.

PETROLE : Les cours du pétrole ont terminé la semaine sur une nouvelle hausse, malgré le flou qui entourait les discussions entre les membres de l'OPEP+. Le baril de Brent pour livraison en août a terminé la séance à 41,85 $ à Londres, en hausse de 4,91% par rapport à la clôture de jeudi. A New York, le baril de WTI pour le mois de juillet a gagné 4,3%, à 38,94 $. **Les espoirs de réduction de la production et les signes d'amélioration de la demande, notamment en carburants, avec le déconfinement progressif, soutiennent les cours du pétrole.** Si la date officielle du sommet de l'OPEP+ était du 9 et 10 juin, plusieurs investisseurs anticipaient une réunion ce week-end et l'annonce de la prolongation du retrait du marché des 9,7 millions de barils par jour, décidé en avril, au-delà de juin, pourrait aller jusqu'à six mois pour les plus optimistes. De fait, **les membres de l'OPEP+ ont convenu samedi de prolonger en juillet la réduction historique de production auxquels ils s'astreignent depuis le 1er mai** : « Tous les pays participants ont accepté la possibilité de prolonger d'un mois supplémentaire la première phase des ajustements de la production de mai et juin ». Face à la chute brutale de cette dernière et des prix du brut, les membres du cartel et leurs partenaires s'étaient engagés le 12 avril à une réduction historique de leur production de 9,7 millions de barils par jour (mbj) pour les mois de mai et juin, qui devait passer à 7,7 mbj à compter du 1er juillet et jusqu'à décembre, puis à 5,8 mbj de janvier 2021 à avril 2022. Le ministre algérien de l'Energie Mohamed Arkab évoque néanmoins le chiffre de 9,6 mbj pour le mois de juillet, soit 100 000 barils par jour en moins que pour mai et juin, une information qui ne figure pas dans le communiqué de l'OPEP. **L'accord trouvé samedi stipule que les pays n'ayant pas respecté leurs engagements en mai et juin, dont l'Irak et le Nigeria, devront non seulement s'y conformer mais limiter d'autant leurs productions entre juillet et septembre**. Les ministres de l'OPEP+ ont également convenu de se retrouver le 1er décembre à Vienne, en Autriche, où se trouve le siège de l'organisation. De plus, la Compagnie nationale de pétrole (NOC) a annoncé dimanche la reprise de la production sur l'un des plus importants champs pétroliers de Libye, bloquée depuis des mois par les forces alliées au maréchal Khalifa Haftar. Al-Charara, dans la région d'Oubari (environ 900 km au sud de Tripoli), produit 315 000 barils par jour, sur une production nationale de plus d'un million de barils par jour, selon la compagnie.

News clefs

La pandémie a fait plus de 400 000 morts dans le monde depuis son apparition en Chine en décembre. La propagation du virus s'est accélérée en Amérique Latine, où le Brésil est devenu le troisième pays le plus endeuillé au monde, et inquiète en Iran ou encore en Afghanistan. Les États-Unis restent le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas (109 802 décès pour 1 920 061 cas). Viennent ensuite le Royaume-Uni avec 40 542 morts, le Brésil (35 930 morts), l'Italie (33 899 morts) et la France (29 155 morts).

« Il ne faut jamais dire jamais. Si la nécessité est là, cette discussion devra assurément avoir lieu. Mais actuellement cette discussion n'existe pas » a indiqué Robert Holzmann, membre du Conseil des gouverneurs de la BCE, à la question de savoir si la banque centrale pourrait un jour élargir ses achats de titres aux actions, et ne plus seulement les limiter aux obligations souveraines ou d'entreprises. Cette question n'a toutefois pas encore été discutée, ajoute le gouverneur de la banque centrale autrichienne dans une interview parue dimanche dans le journal Die Presse.

A l'issue d'une nouvelle semaine de pourparlers sur leur relation post-Brexit, l'UE et le Royaume-Uni croient encore possible d'éviter un « no deal », même si, à court terme, aucun progrès n'est intervenu dans les discussions : « Il n'y a pas eu, cette semaine, de progrès significatifs. (…) nous ne pourrons pas continuer éternellement comme ça », a déclaré le négociateur européen Michel Barnier. Mais « je n'ai aucun doute que nous trouverons, dans le courant de l'été et au plus tard au début de l'automne, un terrain d'entente », a-t-il ajouté. Il a prévenu qu'un accord est nécessaire d'ici le 31 octobre pour qu'il puisse être ratifié par les Etats membres avant la fin de l'année. Son homologue britannique David Frost a lui aussi fait état, dans un communiqué, de progrès « limités ». Le prochain cycle de négociations, fin juin, devrait se dérouler dans un format restreint sur les questions les plus épineuses. Et si la situation le permet, la rencontre pourrait être physique. Selon une source européenne, l'impasse a persisté cette semaine sur les points les plus conflictuels de la négociation, comme la pêche ou les conditions de concurrence équitable exigées par l'UE : « Les Britanniques ne font même plus semblant de

négocier » selon une diplomate européenne. **L'absence de progrès donne d'autant plus d'importance à la « Conférence de haut niveau », prévue en juin, entre la présidente de la Commission Européenne Ursula von der Leyen, celui du Conseil européen Charles Michel, et le premier ministre britannique Boris Johnson**.

Recherche économique et Stratégie

Christian Parisot

Head of Global Research
☎ 01 53 89 53 74
✉ cparisot@aurel-bgc.com

Jean-Louis Mourier

Economic Research
☎ 01 53 89 54 46
✉ jlmourier@aurel-bgc.com

Ce document peut être considéré comme un avantage non-monétaire mineur. Il ne contient aucune recommandation d'analyste mais a pour but de résumer des informations publiques. Il est également disponible gratuitement et sans limitation sur le site internet d'Aurel BGC.

Disclaimer

Ce document d'information s'adresse exclusivement à une clientèle de professionnels et d'investisseurs qualifiés. Bien que les informations exposées dans ce document proviennent de sources considérées comme dignes de foi, Aurel-BGC et ses filiales n'en garantissent ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni la fiabilité. Les opinions et appréciations peuvent être modifiées ou abandonnées sans avis préalable. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Les calculs et évaluations présentés ont pour but de servir de base à nos discussions. Vous vous engagez à effectuer de façon indépendante votre propre évaluation de l'opportunité et de l'adaptation à vos besoins des opérations proposées, notamment en ce qui concerne les aspects juridiques, fiscaux et comptables. En outre, ce document ne peut être considérée comme une offre ou une sollicitation de souscription, d'achat, de vente ou de prêt de valeurs mobilières ou autres instruments financiers et n'a pas vocation à servir de base à un quelconque contrat. La responsabilité d'Aurel-BGC ne saurait être engagée, en cas d'erreur ou d'omission de la part de la Recherche crédit d'Aurel-BGC, ou en cas d'investissement inopportun de votre part. Aurel-BGC peut entretenir ou avoir entretenu des rapports avec les entreprises concernées par le présent document ou leur avoir fourni des services d'investissement. Occasionnellement, Aurel-BGC, ainsi que ses collaborateurs (autres que les auteurs de ce document) peuvent détenir des positions sur les instruments mentionnes dans le présent document. Aurel-BGC et ses filiales ou les personnes qui y sont associées peuvent avoir une position acheteuse ou vendeuse sur des valeurs mobilières ou autres instruments financiers auxquels il est fait référence ici. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Aurel-BGC dispose et gère des procédures de « barrières à l'information » pour prévenir et éviter les conflits d'intérêts eu égard aux recommandations d'investissement. Ces procédures peuvent être détaillées sur demande auprès du Responsable de la conformité des services d'investissement.
Ce document étant la propriété d'Aurel-BGC et/ou d'une de ses filiales, toute reproduction même partielle ou divulgation à des tiers est interdite sans l'autorisation préalable d'Aurel-BGC. Le présent document n'est pas destiné à une clientèle privée.

Ce document ne peut pas être diffusé en dehors de l'Union Européenne. Ce document ne peut être distribué dans cette forme à quiconque aux Etats-Unis. BGC Financial L.P., société de droit américain du groupe BGC Partners assure la distribution de la recherche d'Aurel BGC auprès des « major US institutional investors ».

Aurel BGC, filiale du groupe BGC Partners, est une entreprise d'investissement réglementée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, ainsi que par l'Autorité des Marchés Financiers.
Un avertissement complet sur les activités de recherche d'Aurel BGC se trouve sur www.aurel-bgc.com

Copyright © Aurel-BGC, 2020, Tous droits réservés.